

Nouvelles locales du mardi 17 janvier 2012

@rib News, 17/01/2012 | Justice- Les avocats de Jean Baptiste Manwangari se disent satisfaits par la décision de la Cour suprême de se déclarer incompétente pour juger Manwangari et ses codétenus. L'affaire a été renvoyée au tribunal de grande instance de la Mairie de Bujumbura. Les avocats de la défense estiment alors à ce stade que les détenus devraient être immédiatement relâchés puisque les délais de détention ont expirés. Rappelons que ces avocats avaient demandé que la Cour suprême se dessaisisse de l'affaire puisque parmi les accusés, personne n'a le privilège de juridiction. C'est donc une satisfaction de leur part. [Rpa/Isanganiro/Rtr/Bonesha]

- L'avocat d'Alexis Sinduhije a publié un communiqué de presse dans lequel il fustige la détention de son client. La défense a été alertée concernant les conditions de détention d'Alexis Sinduhije. Il est détenu dans des conditions déplorable dans une cellule où il n'a pas de souliers et autres effets personnels. Il demande qu'il soit pris en compte son état de santé. Comme il a été arrêté sans mandat, il faut qu'il soit libéré sur le champ puisque que ce soit Kassi Manlan ou celui de la mort d'un employé de maison, aucun dossier ne peut justifier l'extradition de Monsieur Sinduhije. La défense se rendra prochainement en Tanzanie et termine le communiqué en demandant le soutien de toute personne qui est prise du respect de l'Etat de droit dans la région. [Rpa/Isanganiro]

Société- Le personnel de Mutuelle de la Fonction Publique a arrêté le mouvement de grève qu'il avait entamé hier. Il a affirmé qu'il s'entend avec la Direction Générale que les primes de 2010 et 2011 qu'il réclamait vont être versées aux travailleurs. Ceci est leur principale revendication et c'est la raison pour laquelle tous les travailleurs ont regagné le service.

[Rpa/Rtnb/Isanganiro/Bonesha/Rtr]- Dans le même ordre d'idées, le personnel de l'OTB réuni au sein du syndicat des travailleurs de la filière th (SYTRATE), a adressé une lettre à l'inspecteur général du travail pour déposer un préavis de grève pour une durée indéterminée. Ce personnel fait savoir qu'il a été indigné par la décision de la Ministre de l'Ordre de surseoir à l'application de la décision du Conseil d'administration de l'OTB octroyant une prime de 100 000 F au personnel. [Rtr/Isanganiro/Rpa]- Il fait savoir que la mauvaise conjoncture économique dans laquelle se trouverait le pays n'a pas été causée par l'octroi de cette prime et que cette mesure viendrait pour encourager le personnel et pourtant donner corps et âme pour que l'OTB et partant le pays ne se retrouvent dans cette situation difficile. La mesure d'octroi de cette prime avait été prise par le CA de l'OTB après avoir minutieusement analysé la situation financière de l'entreprise. [Rtr/Rpa/Isanganiro]- De surcroît, les autres acteurs de cette filière comme les agriculteurs et la main d'œuvre vont bientôt savourer les fruits de sa performance et que même beaucoup d'autres sociétés participatives publiques comme BRB, OBR, RNP, INSS, SOBUGEA, SOSUMO, BRARUDI, SOCABU, etc. ont déjà distribué cette prime.

Enfin, le personnel constate que le président de la République n'a pas encore répondu à la correspondance du 5/01/2012 qui reste jusqu'à ce jour sans réponse. Pour toutes ces raisons, le personnel de l'OTB va lancer un mouvement de grève illimitée à partir du 23 janvier. [Rpa]

Droits de l'Homme- L'Association pour la Solidarité, le Respect et la Protection de la Dignité Humaine (ASRPDH) qui réunit la population de la zone Kivyuka en commune Musigati, province Bubanza a adressé une correspondance au président de l'Assemblée Nationale du Burundi. Cette correspondance avait pour objet « La demande d'appropriation de la situation de la destruction des fausses communes ». L'association commence par rappeler le déroulement du carnage où la population qui tenait le marché comme d'habitude en date du 3 mai 1996 a été vue encerclée par des militaires gouvernementaux accompagnés par l'Admicom de Musigati de l'époque, soi-disant mission de tranquilliser les esprits après le passage des rebelles du CNDD-FDD qui avaient détruit une pyramide des environs. [Rtr/Bonesha/Isanganiro]- Mais la visite a vite tourné en catastrophe où la population a été victime d'une fusillade sans défense dont les victimes ont été enterrées sur place avant que, cinq jours après, les militaires ne viennent d'enterrer les victimes pour les enterrer dans des fosses communes à 50 mètres de là sans toutefois d'enterrer toutes les victimes. C'est ainsi que les restes des corps ont été découverts sur la place du marché alors que la SOG SATOM faisait des travaux de construction d'une route. [Isanganiro/Rtr/Bonesha]- L'association demande que ces travaux soient temporairement suspendus pour que, en collaboration avec des experts argentins avec qui elle est en contact, les victimes soient identifiées et enterrées dignement par les leurs. Elle demande en outre que les restes ne soient pas enterrés dans un cimetière commun pour que les victimes ne soient pas confondues avec les autres personnes qui sont mortes d'une mort naturelle. Elle demande aussi que le marché qui se tient sur le site de Kivyuka soit déplacé temporairement parce qu'il y a des personnes qui ne le fréquentent plus depuis la découverte de ses ossements humains puis qu'ils ont perdu les leurs pendant le carnage. [Rtr/Isanganiro]